

Archived Content

Information identified as archived on the Web is for reference, research or record-keeping purposes. It has not been altered or updated after the date of archiving. Web pages that are archived on the Web are not subject to the Government of Canada Web Standards.

As per the [Communications Policy of the Government of Canada](#), you can request alternate formats on the "[Contact Us](#)" page.

Information archivée dans le Web

Information archivée dans le Web à des fins de consultation, de recherche ou de tenue de documents. Cette dernière n'a aucunement été modifiée ni mise à jour depuis sa date de mise en archive. Les pages archivées dans le Web ne sont pas assujetties aux normes qui s'appliquent aux sites Web du gouvernement du Canada.

Conformément à la [Politique de communication du gouvernement du Canada](#), vous pouvez demander de recevoir cette information dans tout autre format de rechange à la page « [Contactez-nous](#) ».

CANADIAN FORCES COLLEGE / COLLÈGE DES FORCES
CANADIENNES
AMSC 6 / CSEM 6

Le Groupe de soutien interarmées (GSI), prélude à un Commandement de Soutien Interarmées (CSI) et un chef d'état-major soutien interarmées (CEM J4).

By/par le Col Denis Bouchard

Octobre 2003

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

RÉSUMÉ

Le Groupe de soutien interarmées (GSI) des Forces canadiennes (FC) n'est pas encore formé, mais son personnel a déjà prouvé son utilité lors de l'activation du théâtre d'opérations en Afghanistan, cependant doit-on s'arrêter là ? L'expérience acquise lors d'opérations antérieures et le contexte militaire canadien actuel, nous indiquent que les FC doivent aller plus loin. Une brève revue historique nous démontre que la création du GSI n'est pas le fait du hasard ou une simple tentative pour imiter la tendance de certains alliés. En fait, le GSI est la conclusion logique de l'expérience des FC en opérations et la réponse aux observations de plusieurs études dont la Commission d'enquête Croatie. Le document démontrera que le GSI ne peut à lui seul répondre complètement aux besoins de montée en puissance et de maintien continu des ressources de soutien requises pour les opérations. Nous verrons que le Système logistique national manque le commandement et le contrôle requis pour supporter le GSI adéquatement. La solution préconisée est la formation d'un Commandement de Soutien Interarmées et la création d'un poste de chef d'état-major Soutien Interarmées au sein de l'équipe d'état-major J du Quartier Général de la Défense. Ces deux éléments procureront l'autorité, la responsabilité et la compétence requises par le Système logistique national afin de mieux épauler le GSI.

Introduction

La scène internationale a beaucoup changé au cours des dernières années et les Forces canadiennes (FC) ont dû s'adapter. Non seulement le tempo opérationnel connaît une intensité sans précédent depuis les années 90, mais le type d'opérations est lui aussi des plus variés. Depuis le retrait des troupes canadiennes du continent européen, les FC ont été impliquées dans des opérations de contingence. Ces missions se sont déroulées initialement dans le cadre d'opérations pour les Nations Unies (ONU) et pour l'OTAN, et les plus récentes opérations ont souvent été constituées de coalition.

Cette nouvelle réalité a forcé les FC à repenser la façon de supporter les opérations déployées. Plusieurs changements structurels et organisationnels ont eu lieu dont l'émergence de l'état-major J du Quartier Général de la Défense nationale (QGDN). C'est dans ce contexte que le projet sur la Capacité Nationale de Soutien Militaire (CNSM) a été mis sur pied pour créer un Groupe de soutien interarmées (GSI)¹. Ce document démontrera que même si le GSI est une capacité nécessaire qui améliore grandement le soutien en théâtre de nos opérations déployées, il ne répond pas entièrement au besoin de montée en puissance et de maintien continu de soutien pour les opérations des FC. Cette dissertation démontrera que nous devons pousser plus loin la capacité de montée en puissance et de maintien continu de forces de soutien pour les FC. En regardant le soutien logistique comme un Système global, et pour corriger son bas niveau de responsabilité, d'autorité et de compétences, nous concluons que la formation

¹ Canada, Department of National Defence, National Military Support Capability (NMSC) Project: BG-01.029: (Ottawa: Department of National Defence, August 2001). Revu en ligne ; accessible à http://dcds.mil.ca/projects/pmonmsc/pages/origin_f.asp; consulté le 9 sep 03.

d'un Commandement de Soutien Interarmées (CSI) et d'un chef d'état-major Soutien interarmées (CEM J4) au QGDN, deviennent nécessaires.

Définitions

Dans ce document, le terme logistique fait référence à la définition qu'en donne la publication des FC sur la doctrine soit:

La logistique comprend la planification et l'exécution de déplacements des forces armées et de leur maintenance. Dans son acception la plus étendue, ce terme englobe les aspects des activités militaires qui traitent des points suivants:

- conception et mise au point, acquisition, entreposage, transport, distribution, maintenance, évacuation et réforme des matériels;
- administration, mouvement, évacuation et hospitalisation du personnel;
- acquisition, construction, maintenance, opération, et disposition d'infrastructure; et
- acquisition ou provision de services².

Historique dans la conduite des opérations

“ Clearly, logistics is the hard part of fighting a war”

Lieutenant-General E.T. Cook, USMC, II MEF Commanding General in the Gulf War

Selon Schrady³, alors que la logistique est le sujet d'une attention particulière lors des conflits, ce n'est pas un sujet excitant, cher dans le cœur des combattants. Selon lui, la logistique ne reçoit que très peu d'attention entre les conflits. Un exemple du résultat d'une telle négligence est l'expérience de la 173d Airborne Brigade pendant les

² Canada, Department of National Defence, Canadian Forces Doctrine: (Third Edition), G-GJ-005-000/AF-000, (Ottawa: National Defence, March 2003), 53.

³ Schrady, David. "Combatant Logistics Command and Control for the Joint Force Commander", Naval War College Review, Vol 52, No 3 (Summer 1999), 50.

premiers mois de l'implication des États-Unis au Vietnam. La quantité de munitions basée sur la Seconde Guerre Mondiale et la guerre de Corée était de loin insuffisante. L'opération a donc monopolisé tout le transport aérien disponible dans le théâtre pour une période de sept jours⁴.

Une revue historique nous permettra de bien comprendre l'évolution du soutien des FC en opérations et les événements qui ont précédé la mise sur pied du projet sur la CNSM et mené à la création du GSI.

Le retrait des effectifs des FC alloués à l'OTAN et stationnés en Europe de l'Ouest, et la fermeture de nos infrastructures ont éliminé une robuste base de soutien avancée pour le support de nos forces déployées. Comme résultat, les FC ont dû retourner au concept de projection et de soutien de forces à partir du Canada pour plus de 30 missions au cours des dix dernières années.

Au début des années 90, les opérations SALON et FRICTION ont marqué le début d'un nouveau type d'opérations et sont à l'origine de la structure actuelle de Commandement et de Contrôle (C²) des FC⁵. L'opération SALON était une opération domestique visant à restaurer la sécurité interne à proximité de deux communautés des Premières Nations et l'opération FRICTION était l'engagement du Canada dans le golfe Persique sous la résolution 660 de l'ONU. Pour gérer les multiples demandes et en

⁴ Ibid, 50.

⁵ Sharpe, G.E. and Allan D. English, "The Decade of Darkness", paper written for the CF Leadership Institute (2003), 6.

assigner les priorités, le Directeur général – Plans militaires et Opérations, le commodore Bruce Johnston, responsable de la gestion quotidienne du QGDN ordonne aux commandants de missions de s’adresser au Centre des opérations du QGDN pour que l’allocation des ressources puisse se faire selon les priorités. Cette directive entraînera très vite un volume d’activités et une variété de demandes que le Centre ne peut gérer. Le comdre Johnston ressent le besoin de regrouper un état-major interarmées au sein du QGDN afin de mieux répondre aux besoins des opérations en cours. Conséquemment, il décide que ‘‘Dorénavant, le système état-major J (EM J) est en place, et toutes les activités des différents état-majors rattachées aux opérations SALON et FRICTION seront coordonnées par « Opérations J3 » - la nouvelle appellation pour sa division’’⁶.

Le QGDN s’est transformé afin de mieux gérer les ressources pour les deux missions en cours. Mais qu’en est-il à l’extérieur des murs du QGDN, dans les théâtres d’opérations ? Le 24 août 1990, le Groupe opérationnel (GO) 302.3 quitte le port de Halifax dans le cadre de l’opération FRICTION. Après avoir pris la décision de déplacer son GO dans le golfe Persique, le cmdre Summers décide d’établir à Barhain le DETFORNAVCANLOG. Le mandat du DETFORNAVCANLOG consiste à fournir des services de logistique, de génie et de personnel au GO 302.3. Mais pour que le détachement puisse jouir d’une certaine liberté d’action, tout en conservant la communication directe avec Halifax, le commander David Banks est désigné

⁶ Morin, Jean, et Richard H. Gimblett, *Opération Friction 1990 - 1991: Golfe Persique : Le rôle joué par les Forces canadiennes*, (Toronto: Dundurn Press, 1997), 39.

commandant de plein droit en tant que CGO 302.4, cependant il s'agit d'une fonction administrative, car il ne commande aucune force⁷.

Le coût élevé des marchandises dans la région du Golfe et les ressources de réapprovisionnement aériennes limitées amènent Banks à demander que certains produits soient achetés à Halifax et expédiés par mer. Ce sera l'état-major des services de la logistique en mer à Halifax qui planifiera l'expédition de conteneurs. Cette expérience renforcera l'opinion du commandant maritime concernant l'autosuffisance des missions et le concept de soutien.

L'expérience tend à confirmer l'opinion du Commandement maritime – que partagera un peu plus tard le Commandement aérien – qui estime que des forces en nombre restreint, comme celles que le Canada a déployées dans le golfe Persique, peuvent être largement autosuffisantes et tirer profit de la flexibilité que procure une judicieuse combinaison d'achats locaux et de ravitaillement par avion⁸.

Le 14 septembre 1990, le Premier ministre annonce qu'un escadron de chasseurs serait envoyé dans la région du golfe Persique sous le nom codé de CIMETERRE. La formation est constituée entièrement par la 4^e Escadre de Baden-Sollingen. Il faut cependant élargir l'escadron pour le doter de support adéquat. «Le cadre de groupe opérationnel renforce ainsi l'escadron noyau par des éléments choisis entre un grand nombre d'unités de support logistique opérationnel appartenant au 3^e Groupe de support

⁷ Ibid, 80.

⁸ Ibid, 82.

canadien (3^e GSC) et aux services variés des bases de Lahr et de Baden-Sollingen’’⁹.

Avec le déploiement d’un escadron de chasse dans une base de Doha et ses éléments de support sous l’opération CIMETERRE, on assistera à la création de l’unité canadienne de services (Qatar) . ‘‘L’unité canadienne de services (Qatar) [UCS(Q)] du lieutenant-colonel Garry Furrie comprend les services de deuxième et de troisième niveaux d’approvisionnement qui ne sont pas intégrés à l’escadron et qui sont normalement fournis au niveau d’une base’’¹⁰.

La quatrième phase de l’opération CIMETERRE consiste au fusionnement avec l’opération FRICTION. L’état-major du GO 302.3 s’était jusque là concentré exclusivement sur les opérations maritimes d’interdiction. Mais tout changea brusquement lorsque le commodore Summers est nommé commandant de toutes les Forces canadiennes au Moyen-Orient. ‘‘[Lorsqu’] il apprend à l’instant même qu’on le nomme commandant de toutes les FC au Moyen-Orient – le commodore Summers se met à s’intéresser vivement à la conduite des opérations interarmées’’¹¹.

Jusque là, le Commandement maritime et les FC Europe ont mené les opérations FRICTION et CIMETERRE de façon indépendante et autonome. La nomination du commodore Summers comme commandant de toutes les FC au Moyen-Orient est un moment idéal pour le Canada de coordonner son engagement au Moyen Orient. Suite à sa nomination, le commodore Summers suggère que le commandant canadien dans le

⁹ Ibid, 111.

¹⁰ Ibid, 121.

¹¹ Ibid, 118.

théâtre des opérations coordonne la planification des opérations navales et aériennes à partir du Protecteur¹².

Pour la première fois, deux éléments distincts des Forces armées canadiennes ont été ramenés sous l'autorité d'un seul commandant opérationnel. Il s'agit d'une étape déterminante, puisque les mécanismes sont maintenant en place pour que le gouvernement canadien puisse contrôler de près les actions de ses effectifs de l'autre côté de la planète¹³.

Initialement, quelques officiers, dont aucun n'a beaucoup d'expérience des opérations interarmées, doivent donc tenter de maîtriser tous les aspects de l'état-major. Ils doivent donc prendre des décisions qui taxent les ressources disponibles et exigent des équipements avec lesquels ils ne sont pas toujours familiers¹⁴. Malgré ce début chancelant, cette décision est un des pas importants vers une meilleure efficacité dans la conduite des opérations des FC.

Les opérations FRICTION et CIMETERRE ont initié les FC à un nouveau type d'opérations, sous la forme de Force expéditionnaire. En effet, les activités militaires du Canada à l'étranger ne s'arrêteront pas là. "Entre 1991 et 1995, plus de dix mille Canadiens, des hommes et de femmes, tous membres des Forces canadiennes, ont servi dans plusieurs opérations de maintien de la paix de l'ONU dans la région des Balkans en Europe de l'Est"¹⁵. Ce sont ces opérations et surtout celles des Balkans qui ont influencé le développement du concept de soutien actuel des FC.

¹² Ibid, 129.

¹³ Ibid, 141.

¹⁴ Ibid, 132.

¹⁵ Canada, Ministère de la Défense nationale, Rapports et études: Commission d'enquête - Croatie, (Ottawa: National Defence, 2000), 1.

Les besoins du Canada pour ce qui est de la logistique et de l'approvisionnement ont été comblés par le Bataillon logistique canadien (CANLOGBAT) sous le nom d'opération Mandarin. Cette formation a été créée en septembre 1992 à partir du personnel de l'élément de soutien national (ESN) affecté aux premières formations envoyées en Croatie [.....]Ce bataillon était composé de membres des unités de soutien canadiennes en Allemagne et du 5^e bataillon des services du Canada, du 1^{er} bataillon des services du Canada et du 2^e bataillon des services du Canada¹⁶.

En absence d'une capacité opérationnelle permanente de support pour les FC, le soutien pour les opérations déployées a été accompli par la sélection d'unités de soutien de niveau tactiques pour accomplir des tâches opérationnelles au sein d'une organisation, ces unités improvisées sont appelées éléments de soutien national (ESN) . Une conséquence de ce concept est l'emploi excessif du personnel d'unités tactiques et l'augmentation du stress dû au tempo opérationnel. Comme l'indique le CNSM, l'ESN a fait l'objet de critique quant à sa provenance et son mandat.

For many reasons, most recent deployments have had tactical level and operational level support tasks assigned to an ad hoc organisation called a National Support Element (NSE). These NSEs have been generated primarily from a tactical level support units because of lack of a national level capability of the CF¹⁷.

Les opérations APOLLO (guerre contre le terrorisme région du Golfe Persique) et ATHENA (Force de stabilisation en Afghanistan) sont les plus récentes opérations et sont aussi critiquées pour le manque de soutien interarmées. La directive des leçons

¹⁶ Ibid, 11.

¹⁷ Canada, Department of National Defence, National Military Support Capability: Statement of Operational Requirement, Draft, (Ottawa: National Defence, 1 Nov 01), 1.

retenues (DLR) de l'opération APOLLO¹⁸ nous confirme que certains des problèmes déjà identifiés existent toujours.

...The lack of a joint logistic concept to guide the formation and tasking of the NSU [National Support Unit: est l'équivalent des ESN (NSE)] meant there continued to be some misunderstanding about the function of the NSU. This is partly a TO&E problem, but it also appears to be primarily due to the fact that the NSU was cobbled from elements which were deployed to support a single element, not a joint task force¹⁹.

Pendant que la montée en puissance continue d'être problématique, l'EM J du QGDN de son côté, a atteint un haut niveau d'expérience dans la conduite d'opérations déployées et l'émission de "directives pour les opérations déployées du Sous-chef d'État-Major de la Défense (SCEMD) en témoignent"²⁰.

Situation précédant la création du GSI

Le QGDN a subi d'importants changements afin de mieux répondre aux besoins des multiples opérations dont la création de l'EM J. En théâtre cependant, les opérations APOLLO et ATHENA montrent que le concept de l'ESN y est toujours bien présent mais ne répond pas au besoin, tel que le rapportent la DLR²¹. Si l'expérience ne semble pas influencer l'approche des FC concernant le soutien en théâtre d'opérations, alors, comment en sommes-nous venus à recommander la création d'un GSI ? Nous verrons

¹⁸ Canada, Ministère de la Défense nationale, Directive pour la mise en œuvre des leçons retenues (DLR) – Op APOLLO, (Ottawa: Défense nationale, avril 2003).

¹⁹ Ibid, B-39.

²⁰ Canada, Department of National Defence, DCDS Direction to Commanders of Operational Deployments, (Ottawa: National Defence, 1998). Réseau d'Information de la Défense nationale http://dcds.mil.ca/cosj3/ndc/pages/sops/default_f.asp.

²¹ Canada, Ministère de la Défense nationale, Directive pour la mise en œuvre des leçons retenues (DLR) – Op APOLLO, (Ottawa : Défense nationale, avril 2003).

que le rapport de la Commission d'enquête Croatie en a accéléré le dénouement. La Commission visait à découvrir si des membres des FC qui ont servi dans la région du Secteur Sud en Croatie pendant trois ans ont été exposés à des contaminants environnementaux. Elle a couvert un vaste éventail de sujets et une bonne partie porte sur le soutien et les soins accordés aux membres des FC. Entre autres, la Commission constate que les directives nationales et les structures présentes pour effectuer la montée en puissance et le maintien des opérations des FC ne sont pas adéquates.

Le manque de personnel attribuable aux restrictions financières a exercé un effet négatif sur l'organisation de l'unité et les relations avec le commandement, ce qui s'est traduit par des rapports de commandement et des structures d'unités improvisées, des compromis qui ont eu des répercussions sur la prise de décision, [...] ²².

La première constatation touche la montée en puissance des unités et l'envoi d'unités improvisées (AD HOC). La Commission relève certaines déficiences dans le domaine du soutien et note que contrairement aux opérations où le SCEMD est responsable des opérations, il n'y a personne spécifiquement responsable pour le soutien.

Soutien – Il semble y avoir un besoin quant à l'établissement d'un seul centre d'opérations permettant de régler toutes les questions de soutien. Le sous-chef d'état-major de la Défense (par le biais de l'état-major interarmées) agit à titre de personne responsable des opérations. Un responsable semblable pour le soutien n'existe pas. Il existe plutôt différents groupes responsables des questions de soutien opérationnel, et il est possible que des problèmes urgents liés au soutien opérationnel échappent à leur attention ²³.

²² Canada, Ministère de la Défense nationale, Rapport final Commission d'enquête Croatie, (Ottawa : Défense nationale, 26 janvier 2000), 28.

²³ Ibid, 55.

Bien que le Sous-ministre adjoint (Matériel) (SMA(Mat)) ait mis sur pied des centres pour coordonner les activités logistiques, ces centres cependant, ne couvrent pas toutes les activités de soutien comme le médical, le génie et la police militaire. De plus il faut aussi comprendre à qui incombe la responsabilité de générer ces forces de soutien.

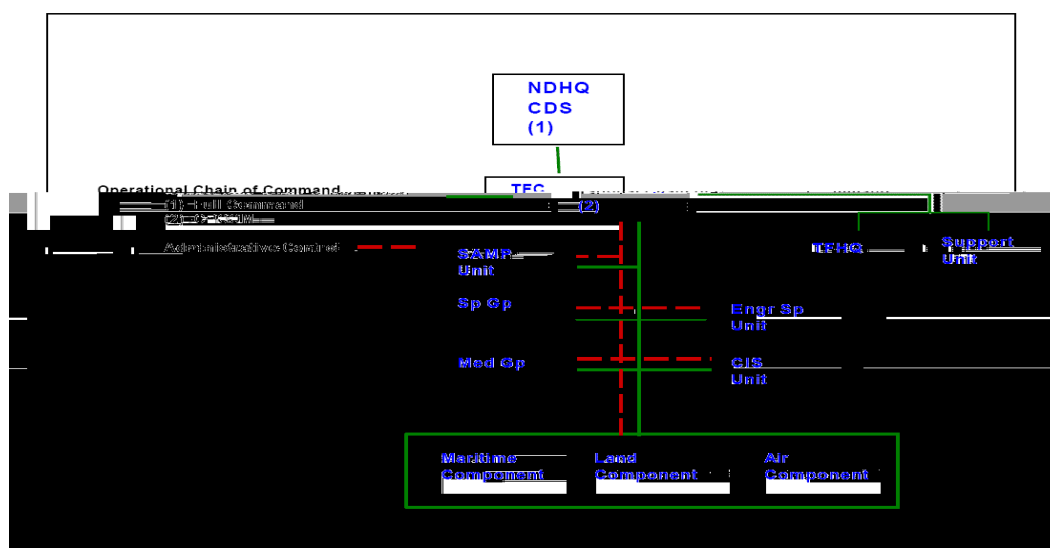
Le chapitre 3 du Guide de planification de la défense (GPD) attribue aux gestionnaires supérieurs les responsabilités, les tâches et les objectifs visant à définir la disponibilité opérationnelle et le maintien en puissance de FC.

...Il incombe aux gestionnaires de niveau un (CEMFM [Chef d'État-major des Forces Maritimes], CEMAT [Chef d'État-major de l'Armée de Terre], CEMFA [Chef d'État-major de la Force Aérienne]) de voir à ce qu'il y ait suffisamment de stocks au niveau tactique. C'est au SCEMD qu'il revient de fixer les quantités de stocks de maintien au niveau opérationnel et d'en assurer la disponibilité, et le SMA (Mat) est chargé de ce faire au niveau stratégique. Le Directeur général – Services de santé (DGS San) établit les quantités de fournitures médicales nécessaires pour assurer le maintien en puissance des forces²⁴.

Alors que le SCEMD est l'officier principal des opérations des FC et qu'il en exerce le C² au nom du chef d'État-major de Défense (CED), la mise en disponibilité des ressources de soutien est partagée entre les gestionnaires de niveau un. Le GDP attribue aux gestionnaires supérieurs les responsabilités, les tâches et les objectifs qui leur incombent afin de favoriser la disponibilité opérationnelle et le maintien en puissance des FC et la réalisation d'autres capacités du Ministère. Les tâches de la Défense TD3.2 (Entretien du matériel), TD3.3 (Appui aux opérations) et TD4.2 (Fourniture des équipements) du GPD relèvent du SMA (Mat) en ce qui concerne la planification logistique et coordination opérationnelle par la création d'un Groupe de

²⁴ Canada, Ministère de la Défense nationale, Guide de la planification de la Défense 2001, (Ottawa: Défense nationale, 2001), 3-3.

Soutien Canadien (GSC)²⁵. Le SMA(Mat) remplit sa responsabilité en coordonnant le soutien avec l'aide du GSC, une des 5 unités de niveau national (NLU). Les NLU servent de lien entre le niveau stratégique de soutien fourni le long des lignes de communications à partir du Canada et le soutien tactique intégral aux formations de combat dans le théâtre d'opérations. Selon la doctrine actuelle, une Force opérationnelle interarmées (FOI) est constituée de : jusqu'à trois composantes de combat environnementales (Marine, Armée et Aviation), et 5 NLU. Ces NLU sont le Groupe Médical Canadien (GMC), le Groupe de Soutien Canadien (GSC), l'Unité de Soutien Génie (USG), l'Unité de Police Militaire (UPM) et l'Unité de Systèmes de Communication et d'Information (USCI)²⁶.



Il est facile de s'apercevoir que cette structure viole les principes fondamentaux de C² des FC, plus spécifiquement l'étendue du contrôle et ne répond pas aux recommandations de la Commission d'enquête Croatie, concernant le besoin d'un seul

²⁵ Canada, Ministère de la Défense nationale, Guide de la planification de la Défense 2001, (Ottawa: Défense nationale, 2001), 3-27.

²⁶ Canada, Department of National Defence, Canadian Forces Operations: B-GG-005-004/AF-000, (Ottawa: National Defence 2000), 7-1.

centre d'opérations permettant de régler toutes les questions de soutien. En plus de la Commission, l'étude sur la Structure des groupes professionnels militaires (SGPM) est aussi très critique de la capacité des FC à générer et de maintenir les NLU :

The review identified significant weaknesses in our CF support capability, support readiness and our force generation plans to form these NLUs. Furthermore, these NLUs had been designated as stand-alone, fully autonomous organizations, with a considerable amount of overhead in terms of their command and control, CIS and integral support. The MOS Review Steering Committee endorsed a conceptual shift to a single, joint and composite support capability [...]²⁷.

Comme la Commission d'enquête Croatie, la SPGM relève le manque de cohésion des NLU et le besoin d'avoir un seul responsable interarmées pour la capacité de soutien. L'étude SPGM recommande qu'une étude plus approfondie des NLU soit ordonnée. Conséquemment, le SCEMD initie l'étude sur les NLU en juin 99, qui devient par la suite l'étude sur la CNSM et présente ses recommandations.

Based on their direction [DMC], the future CF deployment structure would include a component support capability in place of a separate support NLUs and a Joint Signal Regiment (JSR) [...]²⁸.

Comme nous le rappelle le contre-amiral Garnett²⁹, avec le QG de la FOI bien établi, le Conseil des Forces Armées (AFC) comme le conseil de gestion

²⁷ Canada, Department of National Defence, Canadian Forces Joint Support Group Command and Control Concept, Draft, (Ottawa: National Defence, 2000), 1.

²⁸ Ibid, 1.

²⁹ Garnett, G.L. "The Evolution Of the Canadian Approach To Joint And Combined Operations At The Strategic And Operational Levels." Canadian Military Journal 3, no.4 (winter 2002), 6. http://www.journal.forces.gc.ca/engraph/vol3/no4/pdf/3-8_e.pdf.

supérieur (DMC), veut trouver une meilleure façon de former les ESN, pour les opérations déployées.

L'expérience acquise depuis 1990 nous démontre que l'évolution du concept d'ESN ne répond plus au besoin de soutien des opérations. Cette expérience, jumelée aux constatations de la commission d'enquête Croatie et des études SPGM et NLU sont tous à l'origine de la mise sur pied du projet NMSC et de la création du GSI. Le GSI n'est donc pas seulement un concept à la mode, mais il est l'aboutissement d'une démarche collective qui répond à la spécificité canadienne.

GSI et les Alliés

Les opérations des FC doivent s'harmoniser avec nos alliés sans nécessairement les imiter. Le Col Boomer indique l'importance d'aligner nos doctrines respectives. "In fact, as Canada's allies, especially the United States, work to achieve the degree of joint operations that they require, it is essential that Canada tailor its joint doctrine to ensure that it is compatible with its allies"³⁰.

L'expérience de l'OTAN dirige l'organisation vers une approche multinationale pour le soutien "Some of the most significant changes in NATO logistics which we can expect in future operations are [...] Providing logistics through multi-national logistic units"³¹.

³⁰ Boomer, F.M. "Joint or Combined Doctrine?: The Right Choice for Canada." (Toronto: Advanced Military Studies Course Paper, 1998), 9. <http://198.231.69.12/papers/amsc3/index.html>.

³¹ NATO, Combined Joint Task Force Headquarters Doctrine, AJP-3.4.15-6, (Brussels: NATO, 1997), 9-1. http://barker.cfc.dnd.ca/Admin/jointdocs/natopubs/cjtf_hq_doctrine/cjtfoc.html.

De son côté, la vision 2020 de États-Unis ne laissent aucun doute quant à leur orientation vers l'interarmées.

The joint force, because of its flexibility and responsiveness, will remain the key to operational success in the future. The integration of core competencies provided by the individual Services is essential to the joint team, and the employment of the capabilities of the Total Force (active, reserve, guard, and civilian members) increases the options for the commander and complicates the choices of our opponents. To build the most effective force for 2020, we must be fully joint: intellectually, operationally, organizationally, doctrinally, and technically³².

De son côté, Shrady confirme que pour exercer un C² adéquat, on doit se doter d'un commandant unique pour le soutien interarmées:

To exercise control at the strategic, operational and tactical levels of war, commanders must also exercise control over logistics. For a given area and for a given mission, a single command authority should be responsible for logistics, especially in the joint operational environment³³.

Schrady croit aussi que même si la doctrine américaine actuelle stipule que les Services ont la responsabilité de soutenir leur Forces, le commandant de la FOI a un intérêt. Il a besoin d'un système de C² logistique lui permettant de planifier le maintien de sa force, la visibilité de ses stocks et la capacité de faire des prédictions³⁴.

³² United States, Department of Defense, (Washington, DC: Department of Defense. Joint Vision 2020), 2. <http://www.dtic.mil/jointvision/jvpub2.htm>.

³³ Schrady, David, "Combatant Logistics Command and Control for the Joint Force Commander." Naval War College Review, Vol 52, No 3 (Summer 1999), 52.

³⁴ Ibid, 1.

Même si nos principaux alliés se dirigent de plus en plus vers des opérations interarmées et combinées, il faut se garder d'en conclure que nos organisations et nos structures doivent être identiques. Comme le relève le Col Boomer³⁵, le Canada bénéficie déjà de l'intégration d'une force unifiée et il faut éviter de simplement imiter nos alliés. Nous devons plutôt nous assurer que le GSI s'harmonise avec nos alliés, mais que la solution au soutien de nos opérations réponde aux besoins des FC.

Le Mandat du GSI

La Commission d'enquête Croatie comme l'étude SGPM ont accéléré le déroulement de la transformation du soutien de nos opérations et ont identifié ce qui devait être corrigé, soit l'identification d'un seul responsable pour le soutien de nos opérations déployées. L'étude des NLU a débouché sur le projet CNSM dont l'énoncé opérationnel s'exprime ainsi: The aim [...] is to describe the operational planning parameters for the establishment of a National Military Support Capability for contingency operations. This will take form of the Joint Support Group³⁶. La mission du GSI est de fournir ou de coordonner les arrangements de soutien pour les opérations de contingences des FC³⁷. Les capacités du GSI ont été définies et limitées suivant plusieurs assumptions

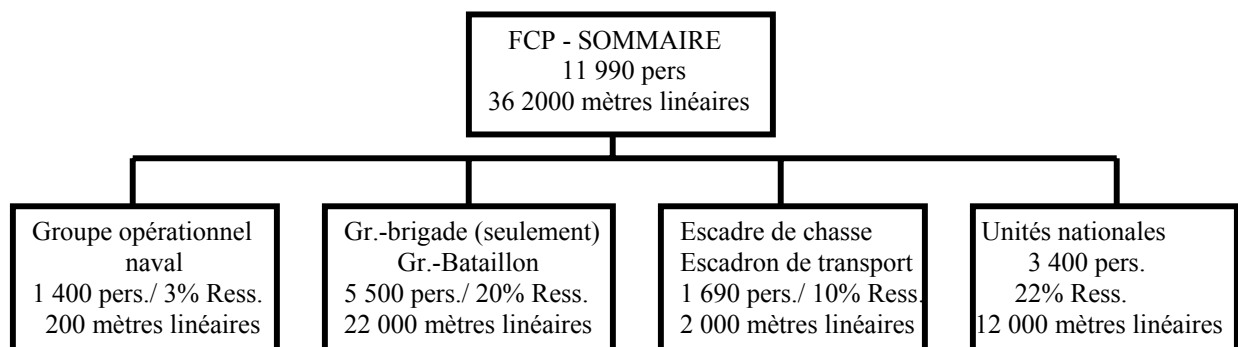
³⁵ Boomer, F.M. "Joint or Combined Doctrine?: The Right Choice for Canada." (Toronto: Advanced Military Studies Course Paper, 1998), 8. <http://198.231.69.12/papers/amsc3/index.html>.

³⁶ Canada, Department of National Defence, National Military Support Capability (NMSC) Project, Statement of Operational Requirement, (Ottawa: Department of National Defence, 1 Nov 2001), 1.1.1.

³⁷ Canada, Department of National Defence, Canadian Forces Joint Support Group Command and Control Concept, (Ottawa: National Defence, June 2002), 3.

concernant le théâtre d'opérations³⁸ et son concept d'opération est défini comme suit :

As with other sections in this document, the functional concepts of operation will depend upon the scenario envisaged. Moreover, the nature and level of support, in addition to being situationally dependent, will differ among the various functions. In general, however, JTFSG elements will provide GS-level support in a MCF scenario while a (non-MCF) Vanguard-sized JTF would normally result in the JTFSG providing some CS as well as GS-level support. In both of these cases, augmentation to the JSG core resources would be required. In lesser scenarios, JTFSG elements would be expected to provide, as a minimum, general-level and most close support to deployed forces from within their core resources.³⁹ [...] Tactical self-sufficiency of JTF Combatant Components. In the MCF and Vanguard scenarios, as a general rule, the maritime, land and air components of a JTF will be self-sufficient in close support capabilities. The JSG will provide general support to all force components⁴⁰.



Aperçu sommaire de l'avant-garde (Vanguard) et de la Force de Coningent Principale (FCP/MCF) des FC⁴¹.

C'est ce mandat que nous devons comprendre dans le contexte du soutien des opérations.

Analyse de la capacité du GSI

³⁸ Ibid, 5-6.

³⁹ Ibid, 17.

⁴⁰ Ibid, 7.

⁴¹ Canada, Ministère de la Défense nationale, Guide de la planification de la Défense 2001, (Ottawa: Défense nationale, 2001), 3-4.

Le concept d'opération du GSI est la partie qui a été la plus critiquée dans la passé, nous ferons brièvement l'analyse de quelques-unes de ces critiques. Dans son étude intitulée "Canada's Joint Sustainment Co-ordination Capabilities" le capv Weadon⁴² note trois améliorations que le GSI amène : la capacité de l'EM J de se concentrer sur leurs responsabilités stratégiques ; l'amélioration de la montée en puissance de nouvelles missions ; et une amélioration sur le concept des NLU. Il relève cependant un problème de coordination entre le QG FOI et celui du GSI⁴³. Cette observation vient de l'incompréhension des différences et des responsabilités entre les positions de commandement (Line) et celles d'état-major (Staff). Le besoin d'harmonie entre les fonctions d'état-major de la FOI, du GSI et de l'EM J a été relevé et sera corrigé lors de l'exercice d'harmonisation de fonctions que le SCEMD a entrepris⁴⁴. Le capv Weadon dénonce aussi le manque de contrôle des ressources aériennes pour l'accomplissement des tâches opérationnelles⁴⁵. Cette observation ne devrait pas s'adresser au GSI mais à la FOI. Le GSI coordonne les mouvements en théâtre au nom de la FOI, mais n'exerce pas le contrôle opérationnel des ressources qui seront mises à la disposition de la FOI. Les ressources aériennes allouées à la FOI se rapporteront au

⁴² Weadon, Bryn M. "Canada's Joint Sustainment Co-ordination Capabilities," (Toronto: Advanced Military Studies Course Paper, 2000).

⁴³ Ibid, 15.

⁴⁴ Canada, Department of National Defence, DCDS Instruction 02/2000 - DCDS Direction for International Operations (DDIO), (Ottawa: National Defence, 2000). Réseau d'Information de la Défense nationale http://dcds.mil.ca/cosj3/ndcc/docs/sops/DDIO_e.pdf

⁴⁵ Weadon, Bryn M. "Canada's Joint Sustainment Coordination Capabilities," (Toronto: Advanced Military Studies Course Paper, 2000), 17.

commandant de la FOI et non le GSI. La dernière observation concerne l'intégration de l'information⁴⁶. Cette lacune dans le concept initial a été identifiée et sera adressée :

The development of improved total asset visibility and ITV capabilities within the MMC, TOC and MCC cells will combine with the advanced information capabilities of the CSS IS systems listed below to provide enhanced logistics situational awareness. These will significantly enhance our ability to sustain operations⁴⁷.

Les critiques énoncées auparavant ne suffisent pas à compromettre le concept même du GSI. La plupart des lacunes identifiées pourront être corrigées par le CNSM dans l'exécution de son mandat. Il est clair que le GSI servira à :

- Permettre à l'EM J du QGDN de se concentrer sur ses responsabilités stratégiques ;
- Combler en partie l'absence de capacité permanente opérationnelle de soutien pour les opérations déployées des FC ;
- Remplacer les NLU;
- Éliminer les unités improvisées lors de la montée en puissance des effectifs de soutien interarmées;
- Donner plus de temps aux autres générateurs de forces pour constituer des ESN;
- Fournir un seul point de contact en théâtre pour toutes les fonctions logistiques ;
- Harmoniser la doctrine canadienne avec celle de nos alliés;

⁴⁶ Ibid, 18.

⁴⁷ Canada, Department of National Defence, Canadian Forces Joint Support Group Command and Control Concept, (Ottawa: National Defence, June 2002), 21.

- Établir le pont entre les capacités stratégiques et les théâtres d'opérations; et
- Permettre la projection de support opérationnel à travers une seule ligne de communication.

Il faut cependant faire face aux critiques qui doutent de la capacité du GSI d'améliorer le soutien de nos opérations déployées. La DLR nous indique cependant que le changement d'attitude et que la culture interarmées ne sont pas encore là. Pourtant l'histoire et les différentes études nous indiquent que le GSI est le cheminement logique. La plupart des faiblesses identifiées pourront être corrigées lorsque le projet CNSM pourra finalement prendre son envol. Malgré cette nette amélioration pouvons-nous faire plus ?

Dans son analyse du GSI, Allan Kerr⁴⁸ utilise les principes de la logistique, mais limite son évaluation en n'examinant pas le GSI comme faisant partie d'un système global. Bien qu'il identifie certaines faiblesses, on ne peut pas vraiment les situer dans le contexte du système de soutien dans son ensemble. Le soutien logistique doit non seulement respecter les principes de la logistique mais il doit aussi répondre aux principes de C² afin de fournir une cohérence collective. Ce sont ces principes qui permettront le mieux d'analyser comment le GSI à lui seul ne peut répondre à toutes les questions posées par la commission d'enquête de la Croatie et l'étude SGPM.

⁴⁸ Kerr, Alan J. "The Canadian Forces Joint Support Group: Logistics Salvation or a Commitment Unfulfilled?" (Toronto: Advance Military Studies Course Paper, 2

L'examen du Système logistique et sous l'angle du C² en utilisant les six principes de commandement des FC⁴⁹, peut mieux définir le problème et encore mieux proposer une solution.

Commandement unique. Bien que le GSI procure ce commandement unique pour le théâtre d'opérations, il en est tout autrement au Canada. Il n'y a pas d'entité unique, désignée responsable pour la montée en puissance du soutien pour les opérations. Nous avons vu que cette responsabilité est partagée entre plusieurs générateurs de forces. Même si le SMA (Mat), se voit confier la tâche de générer un Groupe de Soutien, il n'a ni les ressources et ni l'autorité pour coordonner l'achat d'équipement, l'entraînement individuel et collectif, la doctrine, les instructions permanentes pour la montée en puissance et le maintien continu des opérations. Conséquemment, il n'y a pas de commandant unique au Canada, pour coordonner la montée en puissance et le soutien continu des opérations. Le GSI devra coordonner ses activités avec plusieurs intervenants.

Étendue du contrôle. Le GSI répond à ce besoin en théâtre d'opérations. Mais, l'absence de commandement unique au Canada rend l'efficacité du contrôle des ressources de soutien très difficile. Ce genre de contrôle doit s'exercer bien avant que l'on considère mettre sur pied un concept de soutien pour une opération. Le GSI devra donc s'adresser à une multitude d'entités non seulement lors de la planification de l'opération, mais pendant le soutien journalier. Le SCEMD n'a pas cette responsabilité pendant la montée en puissance et doit s'en remettre lui aussi aux différents intervenants

⁴⁹ Canada, Department of National Defence, Canadian Forces Doctrine: (Third Edition), G-GJ-005-000/AF-000, (Ottawa: National Defence, March 2003), 57.

dans le domaine du soutien. Les responsabilités du SMA (Mat) ne couvrent pas la finance, le médical, la police militaire, le personnel, le génie infrastructure. L'officier de service de l'OEM J3 doit donc coordonner toutes ces fonctions de soutien en plus des questions opérationnelles. Il doit en fait coordonner les activités de plus de 36 entités que constitue l'EM J (Organigramme Joint Staff System). Même si le J4 Mat l'assiste dans cette tâche, il n'a pas l'autorité, la responsabilité ou le droit de regard nécessaires à la coordination de toutes les activités logistiques. On ne peut continuellement compter sur ses capacités interpersonnelles afin d'obtenir un consensus.



la difficulté pour l'EM J à coordonner les activités logistiques avec tous les intervenants. Il ne faut pas oublier que cette chaîne de commandement devrait être connue bien avant la création d'une force de contingence car elle est responsable de l'entraînement, des procédures, de la standardisation de l'équipement et de la procédure de bataille.

Délégation d'autorité. Le GSI a l'autorité requise pour ses activités. Au Canada, l'autorité est déléguée dès le départ par le GPD, en allouant les responsabilités de soutien à plusieurs gestionnaires de niveau un. Cependant, cette délégation rend difficile l'harmonisation des fonctions de soutien.

Liberté d'action. Le GSI peut bénéficier de la liberté d'action nécessaire à l'exécution de ses tâches. Par contre au Canada, la liberté d'action de tous les intervenants est si grande qu'elle ne permet pas une approche concertée et harmonieuse avant l'émission de directives très précises pour le soutien d'une opération spécifique. Trop de liberté amène une approche incohérente dans le soutien des opérations.

Continuité de commandement. Le transfert d'autorité au GSI est clair en théâtre, mais ambiguë au Canada. Il faut élaborer ce transfert pour chaque mission dépendant des participants.

Même si la revue des principes de commandement énoncés par les FC nous a permis d'identifier certaines lacunes de la situation actuelle, nous pouvons mieux

conceptualiser la situation en adaptant l'approche de Pigeau McCann⁵⁰ pour définir le C². Ils nous offrent une nouvelle conceptualisation de la notion du C². Selon eux, les structures et les processus de contrôle sont essentiels pour l'action. Même si ce modèle est exprimé sous une approche humaine du C², il peut nous aider à définir autrement la faiblesse du Système logistique actuel. Le principe fondamental de Pigeau McCann, est que seuls les êtres humains peuvent commander et ils sont les seuls qui peuvent accepter la responsabilité qui va de pair avec le succès ou l'échec. Toutes les structures et les processus sont des inventions humaines directes ou indirectes. Une structure réduit l'incertitude en délimitant l'espace du problème et en augmentant l'ordre. Le processus de contrôle est donc un ensemble de procédures réglementées qui permettent aux structures de contrôle d'exécuter le travail. Le commandement s'exprime dans la volonté et l'occasion de faire le travail.

Contrôle : structure et processus élaborés par le commandement pour qu'il puisse s'exercer et pour gérer le risque.

Commandement : expression créatrice de la volonté humaine nécessaire à l'accomplissement de la mission⁵¹.

Leur modèle propose une relation tridimensionnelle entre Compétence, Autorité et Responsabilité (CAR). En appliquant ce modèle au Système logistique en place pour le soutien de nos opérations, nous le qualifions de Commandement minimal

⁵⁰ Pigeau, Ross, and Carol McCann. "Re-conceptualizing Command and Control". Canadian Military Journal, Vol 3, No 1 (Spring 2002), 53-63.

⁵¹ Ibid, 56

(équilibré)⁵². C'est à dire que le Système logistique pour les opérations est caractérisé par un bas niveau de responsabilité, d'autorité et de compétence.

L'autorité. Le système logistique pour le soutien des opérations manque d'autorité juridique, personnelle, continue et globale. Cette autorité est divisée entre plusieurs intervenants selon un ordre fonctionnel et est modifiée lors des différentes phases de l'opération. Le lien entre ces autorités juridiques (NLU) est souvent exercé par l'autorité personnelle. C'est à dire que l'autorité s'exerce globalement grâce aux relations de coopération entre les différents générateurs de forces. La même dynamique existe au sein de l'EM J ; le CEM J3 doit coordonner les efforts de tous les intervenants logistiques. Selon le modèle, l'autorité est qualifiée de bas niveau.

La responsabilité. Le Système logistique pour le soutien des opérations manque de responsabilité juridique et morale. Comme pour l'autorité, il n'y a pas d'entité unique et directement responsable pour le soutien de nos opérations. Le SCEMD doit s'adresser à de multiples intervenants pour influencer le Système logistique. La responsabilité se définit dans le cadre de la moralité et d'interdépendance complexe. Dans le cas du système logistique, la responsabilité est partagée et diffuse et nous la qualifierons de bas niveau selon le modèle.

La compétence. La compétence se définit comme les capacités et les aptitudes à accomplir la mission. Ces aptitudes se divisent en quatre catégories : physiques, intellectuelles, émotives et interpersonnelles. Exprimé pour le Système logistique, la

⁵²

Ibid, 59.

compétence physique (l'infrastructure, l'équipement, les ressources humaine et monétaires) de soutien est décentralisée et incohérente. La compétence intellectuelle (capacité de planifier, contrôler les opérations, raisonner, tirer des conclusions) est fragmentée et ne peut évoluer en harmonie. La répartition et compartimentation de l'autorité et de la responsabilité du processus logistique de soutien empêche l'acquisition de compétence globale du processus. Il manque de compétence collective et de ce fait le système logistique ne peut acquérir une compétence maximale.

Conséquemment, il faut intervenir et modifier le Système logistique pour le soutien des opérations afin de lui donner l'autorité et la responsabilité nécessaires au développement d'une compétence maximale.

Le chaînon manquant

Comme nous avons pu le constater, le GSI est une entité qui répond à plusieurs besoins des théâtres d'opérations et qui fournit à la FOI un C², une coordination, une efficacité et une efficience de soutien opérationnel des opérations, jamais obtenues jusqu'ici. Il manque cependant ce même concept de C² au Canada, afin de mieux concentrer les efforts de montée en puissance et de maintien continu du soutien et de développer une compétence collective. Ce nouveau concept doit identifier une seule autorité dans un cadre de responsabilité claire, permettant le développement de compétences spécifiques au soutien de nos opérations. Le GSI a besoin d'aide afin de mieux arrimer les niveaux opérationnels et stratégiques.

Welborn stipule que l'un des quatre nouveaux concepts de "Joint Vision 2010", focused logistics exige une réponse structurelle amincie et réactive (responsive)⁵³. Selon lui, les structures de soutien comme les bases aux États-Unies ne ressemblent en rien à la structure des CINC. Il propose que le support des Forces combattantes provienne d'une seule Base interarmées. "A much better solution would be for him to request a slice of an existing base that operates as a joint installation during peacetime"⁵⁴. Avec un Commandement de Soutien Interarmées (CSI), la responsabilité de toutes les bases et installations du DOD relèveraient d'un seul Commandant (CINC). L'organisation inclurait l'acquisition d'infrastructure, une logistique centralisée, les installations de support, un entraînement central et une fonction médicale centralisée. Ce nouveau commandement pourrait utiliser la structure du United States Transportation Command (USTRANSCOM) comme modèle organisationnel.

[...]USTRANSCOM is a single manager of defense common-user transportation. [...] is responsible for maintaining a defense transportation system (DTS) ready and capable of meeting the nations's needs⁵⁵.

The general [General Walter Kross, Comd USTRANSCOM] believes the only way to continue to keep USTRANSCOM operating effectively is through a fully integrated total force, joint operation concept⁵⁶.

⁵³ Welborn, Nolan P. "CINC Support Command," Army Logistician, (May-June 1999), 39.

⁵⁴ Ibid, 39

⁵⁵ U.S. Transportation Command. Defense Transportation Journal. vol 53 no 1 (Feb 1997), 18.

⁵⁶ Kross, Walter, "USTRANSCOM into the 21st Century", Defense Transportation Journal, vol 53 no 3 (Jun 1997), 12-14.

Parallèlement à cette idée de Welborn, un CSI au Canada, de concert avec les générateurs de force, pourrait fournir cet élément de C² national et mieux développer la structure de soutien opérationnelle pour les FC. La mise sur pied d'un CSI fournirait l'autorité requise, définirait des responsabilités claires et favoriserait le développement d'une compétence spécifique au soutien des opérations. En appliquant les principes de Pigeau & McCann, un CSI permettrait aux FC de passer d'un commandement minimal (équilibré) à un commandement maximal (équilibré)⁵⁷.

Présentement chacun des générateurs de force développe son concept de soutien plus ou moins en isolation. En identifiant un responsable du soutien logistique pour les opérations, il serait plus facile d'influencer le développement et l'harmonisation des concepts de soutien de tous les intervenants. La même synergie se crée avec le GSI, dans le domaine du soutien opérationnel avec une approche concertée de la logistique. Fini le temps des unités improvisées et des concepts divergents. Les générateurs de force pourraient harmoniser leurs concepts et leurs structures logistiques avec un commandement de soutien interarmées unique, dédié au soutien des opérations. Certains dénonceront cette proposition en prétextant que nous tentons de recréer l'empire du SMA (Mat). Loin de là l'intention, ce commandement militaire se doit d'avoir un impératif opérationnel, interarmées et indépendant des gestionnaires de niveau 1 et doit faire le lien avec les ressources départementales et les opérations des FC. Il doit être considéré comme un autre générateur de forces, un commandement se rapportant au

⁵⁷ Pigeau, Ross, and Carol McCann. "Re-conceptualizing Command and Control". Canadian Military Journal, Vol 3, No 1 (Spring 2002), 53-63.

CEMD et membre du Conseil des Forces Armées (CFA/AFC). En fait il fait partie de la dimension commandement et non de la gestion.

Suite aux leçons retenues de l'opération Joint Endeavor en Bosnie, le "Deployment Process Special Action Group" (DPSAG) créé par le Chairman of the Joint Chiefs of Staff (US) avait pour mandat de fournir une approche interarmées et de permettre aux commandements unifiés d'influencer directement le processus de développement de déploiement⁵⁸. Le DPSAG déclare que "to produce a seamless joint deployment process, someone must pull together in a coherent manner DOD's current collection of plans, programs, and organizations for deployment planning and execution"⁵⁹. Les bénéfices d'un tel commandement pour le Système logistique sont nombreux mais s'appliquent différemment pour les FC, étant donné la spécificité canadienne dans l'intégration de certains processus tels le Système d'Approvisionnement des FC. Il n'en demeure pas moins que certains avantages demeurent valables pour le Système logistique des opérations des FC :

- Une approche interarmées pour le Système logistique, en ce qui concerne l'entraînement, les exercices et le soutien journalier (gain de compétence) ;
- Un guichet unique au Canada, pour le Système logistique (gain d'autorité et de responsabilité) ;
- La standardisation des procédures de soutien aux opérations (gain de compétence, d'autorité et de responsabilité);

⁵⁸ Bronson, Robert C. "The Department of Defense is working on several fronts to ensure that its deployment capabilities will be ready to support the force-projection requirements of Joint Vision 2020", Army Logistician, (July-August 2000), 2.

⁵⁹ Ibid, 4.

- La rationalisation du matériel de soutien et l'achat en accord avec une politique commune de soutien aux opérations (gain de compétence, d'autorité et de responsabilité);
- Une capacité accrue de maintien continu des opérations (gain de compétence, d'autorité et de responsabilité);
- Une doctrine et des procédures interarmées pour le Système logistique (gain de compétence) ;
- La continuité de C² du Système logistique (gain d'autorité et de responsabilité) ;
- Une flexibilité accrue d'allocation des ressources de soutien pour les opérations (gain d'autorité et de responsabilité) ; et
- Un alignement de notre structure interarmées avec celle de l'OTAN et de nos alliés (gain d'autorité et de responsabilité) .

Cette liste sans être exhaustive devrait nous amener à s'interroger et à en discuter sans idées préconçues et sans le protectionniste, avocat du statut quo. La création de ce nouveau commandement pourrait aussi bénéficier d'une meilleure structure stratégique de l'EM J au QGDN. Au niveau du QGDN, le SCEMD n'a pas un responsable unique pour coordonner toutes les activités de soutien. Le J4 Mat s'occupe bien de ce rôle par défaut, mais il n'a pas l'autorité ni la responsabilité nécessaires pour coordonner toutes les activités de soutien. En appointant un CEM J4, le SCEMD se doterait d'un champion soutien qui pourrait en son nom régler non seulement les problèmes d'état-major au QGDN, mais il pourrait aussi coordonner avec le CSI, l'extension des besoins du GSI en montée en puissance et en maintien continu du soutien pour les opérations opérationnelles. Présentement, ce rôle est exercé par le CEM J3 qui doit coordonner le

soutien en plus d'être responsable du volet opérationnel. Étant donné la complexité de la logistique et de l'importance du soutien au niveau stratégique et opérationnel, et le besoin d'avoir une approche interarmées, le CEM J4 pourra mieux balancer les efforts de soutien avec ceux des générateurs de forces. Le CEM J4 permettra ainsi une meilleure rationalisation de l'approche stratégique et facilitera la tâche de coordination du GSI. Sans ce champion au QGDN et sans le commandement de soutien, le GSI devra harmoniser seul son plan et ses activités avec les différentes entités du QGDN et des FC.

CONCLUSION

Le retrait des effectifs des FC alloués à l'OTAN et stationnés en Europe de l'Ouest, et la fermeture de nos infrastructures ont éliminé une robuste base de soutien avancée pour le support de nos forces déployées. Les FC ont dû retourner au concept de projection et de soutien de forces à partir du Canada pour plus de 30 missions au cours des dix dernières années. Les opérations SALON et FRICTION ont amené des changements structurels importants au QGDN dont la création de l'état-major J. L'expérience acquise depuis 1990 nous démontre que l'évolution du concept d'ESN ne répond plus au besoin de soutien des opérations. Cette expérience, jumelée aux constatations de la commission d'enquête Croatie et des études SPGM et NLU sont tous à l'origine de la mise sur pied du projet NMSC et de la création du GSI. Le GSI n'est donc pas seulement un concept à la mode, mais il est l'aboutissement d'une démarche collective qui répond à la spécificité canadienne et s'harmonise avec l'orientation de nos alliés dans le domaine du soutien.

La création du GSI n'est cependant pas assez. Il manque cette même capacité au Canada afin de permettre au GSI d'ancrer le soutien opérationnel avec le soutien logistique stratégique. Le Système logistique, mis en place pour le soutien des opérations des FC et vu dans son ensemble, est caractérisé selon le modèle Pigeau McCann, par un commandement minimal (équilibré). C'est à dire un bas niveau d'autorité, de responsabilité et de compétence. Conséquemment, il faut intervenir et modifier le Système logistique pour le soutien des opérations afin de lui donner l'autorité et la responsabilité nécessaires au développement d'une compétence maximale.

Pour ce faire, Il faut intervenir à deux niveaux. Premièrement, au niveau de l'EM J du QGDN, le SCEMD a besoin d'un CEM J4 afin de réduire et maximiser l'étendue de son contrôle et de créer une synergie dans le processus d'état-major en regroupant toutes les fonctions d'état-major de soutien, sous un seul chapeau. Ce CEM J4 pourra balancer et mieux compléter la coordination opérationnelle faite par le CEM J3. Le deuxième changement est la création d'un CSI qui rassemblera toutes les fonctions logistiques des FC pour le soutien des opérations, sous une seule autorité, permettant ainsi d'augmenter la responsabilité, l'autorité et la compétence du Système logistique. Sans ce commandement, le Système logistique ne peut fournir l'autorité et la responsabilité requises dans la montée en puissance et le maintien du soutien continue des opérations des FC. Pire encore, il devient impossible pour le Système logistique de développer la compétence permettant d'évoluer et de faire progresser le soutien des opérations. Finalement, ces deux changements permettront de mieux épauler le GSI et de fournir aux FC une réponse systémique et totale pour le soutien des opérations des FC.

BIBLIOGRAPHIE

Boomer, F.M. "Joint or Combined Doctrine?: The Right Choice for Canada." (Toronto: Advanced Military Studies Course Paper, 1998).
<http://198.231.69.12/papers/amsc3/index.html>.

Bronson, Robert C. "The Department of Defense is working on several fronts to ensure that its deployment capabilities will be ready to support the force-projection requirements of Joint Vision 2020", Army Logistician, (July-August 2000), 2-5.

Canada, Department of National Defence. Canadian Forces Joint Support Group Command and Control Concept. (Ottawa: National Defence, June 2002).

Canada, Department of National Defence, Canadian Forces Doctrine: (Third Edition), G-GJ-005-000/AF-000, (Ottawa: National Defence, March 2003).

Canada, Department of National Defence, Canadian Forces Joint Support Group Command and Control Concept, Draft, (Ottawa: National Defence, 2000).

Canada, Department of National Defence, Canadian Forces Operations: B-GG-005-004/AF-000, (Ottawa: National Defence, 2000).

Canada, Department of National Defence, DCDS Direction to Commanders of Operational Deployments, (Ottawa: National Defence, 1998). Réseau d'Information de la Défense nationale http://dcds.mil.ca/cosj3/ndc/pages/sops/default_f.asp

Canada, Department of National Defence, DCDS Instruction 02/2000 - DCDS Direction for International Operations (DDIO), (Ottawa: National Defence, 2000), 2000. Réseau d'Information de la Défense nationale [http : //dcds.mil.ca/cosj3/ndcc/docs/sops/DDIO_e.pdf](http://dcds.mil.ca/cosj3/ndcc/docs/sops/DDIO_e.pdf)

Canada, Department of National Defence, Final Report: Board of Inquiry - Croatia, Ottawa: National Defence, 2000. www.dnd.ca/boi/engraph/home_e.asp

Canada, Department of National Defence, National Military Support Capability (NMSC) Project: BG-01.029: (Ottawa: Department of National Defence, August 2001). (Revue en ligne); accessible à http://dcds.mil.ca/projects/pmonmsc/pages/origin_f.asp

Canada, Department of National Defence, National Military Support Capability (NMSC) Project, Statement of Operational Requirement, (Ottawa: Department of National Defence, 1 Nov 2001).

Canada, Ministère de la Défense nationale, Directive pour la mise en œuvre des leçons retenues (DLR) – Op APOLLO, (Ottawa : Défense nationale, avril 2003).

Canada, Ministère de la Défense nationale, Guide de la planification de la Défense 1997, (Ottawa: Défense nationale, 1997).

Canada, Ministère de la Défense nationale, Guide de la planification de la Défense 2001, (Ottawa: Défense nationale, 2001).

Canada, Ministère de la Défense nationale, Rapport final Commission d'enquête Croatie, (Ottawa: Défense nationale, 26 janvier 2000).

De Chastelain, A.J.G.D. LTGen, "The need for sustainment", Canadian Defence Quarterly, Vol 18, No 16 (Special No 2, 1989).

Garnett, G.L. "The Evolution Of the Canadian Approach To Joint And Combined Operations At The Strategic And Operational Levels." Canadian Military Journal 3, no.4 (winter 2002), 3-8. http://www.journal.forces.gc.ca/engraph/vol3/no4/pdf/3-8_e.pdf

Kerr, Alan J. "The Canadian Forces Joint Support Group: Logistics Salvation or a Commitment Unfulfilled?" (Toronto: Advance Military Studies Course Paper, 2002).

Kross, Walter, "USTRANSCOM into the 21st Century", Defense Transportation Journal, vol 53 no 3 (Jun 1997), 12-14.

Morin, Jean, et Richard H. Gimblett, Opération Friction 1990 - 1991: Golfe Persique : Le rôle joué par les Forces canadiennes, (Toronto: Dundern Press, 1997).

NATO, Combined Joint Task Force Headquarters Doctrine, AJP-3.4.15-6. (Brussels: NATO, 1997), 9-1.

NATO, Combined Joint Task Force Headquarters Doctrine AJP-3.4.15-6, RATIFICATION DRAFT 1. (Brussels: NATO, 2003).
http://barker.cfc.dnd.ca/Admin/jointdocs/natopubs/cjtf_hq_doctrine/cjtfoc.html

Pigeau, Ross, and Carol McCann. "Re-conceptualizing Command and Control". Canadian Military Journal, Vol 3, No 1 (Spring 2002), 53-63.

Schrady, David. "Combatant Logistics Command and Control for the Joint Force Commander." Naval War College Review, Vol 52, No 3 (Summer 1999), 49-75.

Sharpe, G.E. and Allan D. English, "The Decade of Darkness" paper written for the CF Leadership Institute, (2003), 6.

United States. Department of Defense. JP 1: Joint Warfare of the Armed Forces of the United States. (Washington, DC: Department of Defense), 2001.
http://www.dtic.mil/doctrine/jdreference_material.htm

United States, Department of Defense, (Washington, DC: Department of Defense. Joint Vision 2020), 2. <http://www.dtic.mil/jointvision/jvpub2.htm>.

United States, Transportation Command, Defense Transportation Journal, vol 53 no 1 (Feb 1997), 18-19.

Weadon, Bryn M. "Canada's Joint Sustainment Coordination Capabilities," (Toronto: Advanced Military Studies Course Paper, 2000).

Welborn, Nolan P. "CINC Support Command." Army Logistician ?? no. 1 (May-June 1999), 38-41.